

## Recherches sociographiques



### Où va " Recherches sociographiques " ?

Jean-Jacques Simard

Volume 26, Number 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056163ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056163ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

#### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this document

Simard, J.-J. (1985). Où va " Recherches sociographiques " ? *Recherches sociographiques*, 26(3), 311–318. <https://doi.org/10.7202/056163ar>

## OU VA « RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES » ?

Au seuil de son second quart de siècle, *Recherches sociographiques* se regarde. Elle est née d'une Révolution tranquille dont on annonce aujourd'hui de toutes parts l'enterrement. Autour d'elle, dans le village érudit, des « jeunesses » plus ou moins ingrates se sont mises à raccoler, et ses lecteurs et ses auteurs. Aux heures de pointe, elle se trouve bousculée dans le train aux subventions. Et son vieux nom à l'odeur d'artisanat ne fait rien pour rajeunir son image. Depuis le dernier numéro, elle a recomposé sa couverture, histoire de ne pas trop détonner sur les rayons des librairies où, désormais, elle ose parader. Ce n'est pas un leurre : la facture interne est également en évolution, reflétant en cela les mouvances du milieu dont cette revue se nourrit, et qu'elle a pour devoir de nourrir à son tour.

Il y a quelques années, *Recherches sociographiques* s'est mise à éprouver des « problèmes d'image ». Les rumeurs lui reprochaient son « provincialisme », son manque de « rayonnement », sa « désuétude », ses articles d'un « empirisme étroit ». Qualificatifs typiques d'une image : flous mais évidents, globalisants, intangibles... et collants comme la teigne. D'autres diagnostics serraient l'affaire de plus près : manque d'articles « sur et par les femmes » ; sur le « pouvoir économique » ; sur « l'environnement » ; trop peu d'articles « comparatifs ». En réalité, et pour se contenter d'un seul exemple, on avait beau publier un numéro complet sur l'entreprise, cela ne comptait pas parmi les études sur le « pouvoir économique » parce que cette pudique expression désignait autre chose : le marxisme. Cette revue semblait fermée au marxisme, au féminisme, à l'écologisme et à l'universalisme de la grande science ; elle incarnait la recherche sociale de papa, et pour ne pas mettre les points sur les falardiaux et les dimonts, disons seulement que les enfants de ces papas-là se retrouvaient surtout au Département de sociologie de l'Université Laval où, comme chacun savait, on ne s'intéressait qu'aux idéologies et aux études vaguement agricoles. Quant à l'enfant de ces enfants-là, *Recherches sociographiques*, elle coulait naturellement de lignée. Personne — même la reine d'Angleterre — n'aime qu'on lui pointe les grandes oreilles de ses rejetons. Les responsables de cette

revue non plus. Double réaction possible : se claquemurer (NOUS NE RENIERONS PAS HORACE MINER ET GÉRALD FORTIN, NI SAINT-DENIS NI SAINT-JUSTIN, COMPRENEZ-VOUS?); ou bien : *entendre, regarder, juger, agir* — sans rien renier pour autant. La première réaction passée, on s'est tourné vers la seconde.

Pour ce qui est d'*entendre*, c'est entendu. À quoi bon récuser « l'image » au nom de « la réalité » ? À notre époque mass-médiatisée, l'image *est* la réalité. D'un autre côté, *Recherches sociographiques* a toujours essentiellement publié les textes que lui soumettaient les chercheurs, sans autre sollicitation que sa disponibilité. Était-ce la revue qui s'était fermée au milieu, ou l'inverse ? Il fallait aller y voir.

#### *Regarder : l'inéluctable*

Au lancement de l'initiative *Recherches sociographiques*, il s'agissait de fournir un étalage aux universitaires qui abordaient scientifiquement l'étude du Canada français. On ne s'est empêtré ni dans les écoles de pensée, ni dans les fiefs disciplinaires, ni dans les querelles de clocher. Un consensus quasi naturel rassemblait auteurs et lecteurs. D'abord, ils étaient peu nombreux et se connaissaient ; Duplessis — je veux dire la figure symbolique plutôt que le personnage même — avait, par repoussoir, entretenu l'esprit de corps de la confrérie ; du côté de l'avenir, la science sociale, sans le moindre guillemet de réserve, s'offrait en panacée contre une épaisse métaphysique ambiante, au regard de laquelle les nuances d'approche s'évanouissaient ; enfin, l'avant-garde avait un centre, à cause de l'initiative du père Lévesque et parce que la sociologie (« l'étude globale de la société globale ») s'imposait spontanément comme carrefour transdisciplinaire : on ne pouvait donc mieux témoigner de l'œcuménisme de la revue qu'en la plaçant sous la responsabilité des sociologues de Laval.

Que la publication convie toutes les disciplines des sciences sociales à la recherche *empirique* sur le *Canada français* (le Québec, en fin de compte,) allait tellement de soi qu'on ne prit même pas la peine de le souligner dans le titre, sauf par le mot *sociographique*, encore qu'il s'agissait autant de nier les prétentions hégémoniques auxquelles le qualificatif de « sociologique » eût prêté le flanc que d'insister sur le caractère descriptif ou positiviste de la recherche attendue.

C'est que, *par rapport au Québec*, la recherche *empirique* constituait un véritable engagement *social*. Il suffisait de découvrir, au sens littéral du terme, les réalités observables ou mesurables de cette société pour avancer en trois temps : déstabiliser les modes de définition « traditionnels » de la situation collective, imposer graduellement la rationalité scientifique comme mode usuel d'appréhension *intellectuelle et pratique* des « problèmes » du Québec, pour

enfin aboutir à se tailler une place sur le marché des idées et sur celui de l'intervention collective (l'État, les commissions d'enquête, la fonction publique, Radio-Canada, etc.).

*Par rapport au Monde*, d'autre part, la recherche sur le Québec répondait adéquatement aux canons universalistes de l'engagement proprement scientifique, puisque le « télescopage » des étapes du changement (pour reprendre les termes de Falardeau) faisait de cette aberrante société un terrain d'observation privilégié pour soulever les grandes questions qui préoccupaient alors les sciences sociales à l'échelle internationale : tradition/modernité ; rural/urbain ; désuétude des idéologies et montée concurrente de l'expertise ; communauté/État ; développement/sous-développement ; décolonisation ; folk-société/culture de masse ; en un mot : modernisation. Aussi n'est-ce pas seulement par solidarité tiers-mondiste que le congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française s'est tenu au Lac-Beauport en 1964, Gurvitch en poue.

*Recherches sociographiques* a profité de cet air d'aller pendant une douzaine d'années. Au milieu de la dernière décennie, la situation n'était plus la même.

1. Ne fût-ce qu'en esprit, le Québec avait « rattrapé » les sociétés occidentales avancées. En soi, il ne constituait plus un terrain « privilégié » pour l'étude du passage à la modernité.

2. Les sciences sociales y étaient désormais banalisées. La légitimité du discours public et les interventions de l'État prenaient appui sur elles. L'expansion concomitante de l'éducation supérieure et des appareils gouvernementaux avait ouvert de confortables niches à la noocratie diplômée. Même les corps intermédiaires, déguisés en mouvements sociaux, ne parlaient plus que statistiques et « grilles d'analyse ». Le réseau de l'Université du Québec avait morcelé, diversifié et décentralisé les fiefs académiques, tandis que les « instituts » privés ou parapublics et les ministères produisaient études et données à la chaîne. Tout cela s'est placé sous le signe d'une spécialisation et d'un pointillisme accrus, non seulement selon les domaines d'expertise et les disciplines, mais aussi par affinités méthodologiques, épistémologiques ou idéologiques, et au gré des gravitations bureaucratiques.

3. En conséquence de cette expansion et de cet éclatement, le fond de complicité qui rassemblait la génération des « pionniers » s'est épuisé avec l'ascension de celle des « parvenus » de la Révolution tranquille. Les perspectives tranquillement scientistes et positivistes qui inspiraient en général les sciences sociales, leur prétention à l'immunité idéologique, voire l'étiquette et la civilité bourgeoises censées présider à leurs rituels firent l'objet d'une vigoureuse remise en question. Le regain marxiste, puis féministe, mais aussi les désaffections auto-gestionno-cosmo-écologiques (nées « contre-culturelles ») envers la rationalité technique et scientifique comptèrent parmi les principaux vecteurs de cette critique.

4. La ville de Québec a perdu le statut occasionnel de centre d'innovation que lui avaient conféré le lancement de la Révolution tranquille et la mise en place des appareils de la social-démocratie provinciale. Cosmopolite, tiraillée par la bâtardise, moyeu des médias de masse et point de chute des agitations mondiales, Montréal serait désormais, en esprit et en fait, le cœur et le poumon culturel du Québec. C'est alors qu'on se mit à parler des régions extra-métropolitaines comme de la « province », tandis que le milieu intellectuel montréalais, agité par ce véritable bouillon expérimental qu'était l'UQAM, adoptait réciproquement quelques manies typiquement associées au « parisianisme ».

Quelle place pouvait tenir, au milieu de ces puissants courants, l'auguste, verdâtre et académique revue d'études empiriques sur le Québec identifiée au Département de sociologie de cette brave Université Laval ? Poser la question, c'est y répondre. Son enlèvement eût fait moins de bruit que celui du cœur du frère André.

*Juger : le souhaitable*

*Recherches sociographiques* devait-elle, et doit-elle encore, s'adapter ? Changer de formule, de format, de facture, viser un public différent, élargir son « créneau », etc. ? Selon cette logique mercantile, la revue devrait concurrencer tous les autres périodiques apparus sur son « marché potentiel » depuis le milieu des années soixante : politico-intellectuels (*Socialisme québécois, Critères, Possibles, Cahiers du socialisme, Conjoncture*, etc.); savants et sectoriels (*Communication, Loisirs et société, Questions de culture*); carrément disciplinaires (*Sociologie et sociétés, Anthropologie et sociétés, Cahiers de sociologie*). Et tant qu'à y être, n'oublions pas la *Revue d'histoire de l'Amérique française, Relations industrielles, L'Actualité économique, la Revue canadienne de science politique* et la *Revue internationale de développement communautaire*. Sur cette lancée, on pourrait aussi faire concurrence à l'ACSALF et aux Éditions Saint-Martin en renouant avec une tradition, après tout inaugurée par la revue, et organiser de grands colloques sur le Québec pour se garantir une source régulière de signatures plus diversifiées et d'articles branchés sur les thèmes en vogue. À la limite, pourquoi lésiner ? La revue pourrait se redéfinir comme une espèce de *Québec-Science sociale*, embrasser la clientèle sur tous les angles, et sabler le champagne à chaque créneau conquis.

Bien sûr, la toute première de ces célébrations aurait pris place autour du cercueil de *Recherches sociographiques* elle-même, en compagnie de tous ces chercheurs qui, bon an mal an, n'ont jamais cessé de lui proposer des articles. Quel genre d'articles ? Du genre plus pointus, plus spécialisés, plus arides, plus branchés qu'au temps où une poignée de généralistes saisissaient le Québec par le tronc, à grands gestes. Par exemple, une étude sur « Le frère Marie-Victorin et

les petites sciences », qui ne soulèvera probablement pas d'émeute dans les cercles intellectuels, mais qui n'en mérite pas moins publication, dût-elle n'intéresser qu'un nombre restreint de chercheurs, aujourd'hui ou dans dix ans, quand quelqu'un en aura besoin pour une synthèse quelconque.

Il s'agit en somme, pour la communauté québécoise des sciences sociales, de porter un jugement professionnel sur la nécessité de disposer d'un médium d'échange à l'intérieur des paramètres suivants :

1. Le Québec, en tant qu'objet global de recherche interdisciplinaire, compte. Quand ne se trouverait-il qu'un nombre restreint de chercheurs pour s'y consacrer et quand cela n'intéressait-il que les Québécois, la patiente et modeste addition au savoir sur cette société n'en importerait pas moins. « Québec » désigne ici la suite contemporaine de ce qu'en Nouvelle-France on appelait « Pays de Kanada ».

2. Pour saisir cet objet, une approche scientifique et descriptive est nécessaire. Bien sûr, les débats idéologiques, politiques ou intellectuels au sens large le sont aussi, mais l'intention scientifique ne s'en trouve pas pour autant déclassée. Ses impératifs : la suspension des convictions en attendant les preuves ; la précision conceptuelle ; le respect scrupuleux des faits ; la rigueur et la cohérence logique de l'analyse et de la démonstration ; et la vigilance critique envers tout cela (validité, vérité, nécessité, suffisance, etc.).

3. Les ressources disponibles — d'argent, de travail, de crédibilité — sont limitées : il faut les ménager. Certes, on perdrait son temps à vouloir canaliser vers un seul débouché les écrits savants ou érudits sur la société québécoise contemporaine. Mais on doit entretenir un lieu de diffusion privilégié pour ce qui est susceptible de durer afin de contrer la tendance à l'éparpillement. « Privilégié » ne veut pas dire exclusif, mais « auquel on pense spontanément, auquel se référer d'abord ». Pour la fécondation de la recherche actuelle, pour que la recherche future dispose d'un guichet principal d'orientation, on a besoin d'entretenir une sorte d'*archive immédiate* de la recherche universitaire, interdisciplinaire sur l'objet empirique : Québec contemporain. « Universitaire » englobe ici les travaux de toute source, 1. susceptibles d'être publiés sous la signature *personnelle* de leurs auteurs ; et 2. satisfaisant aux normes de scientificité suggérées plus haut.

#### *Agir : le nécessaire*

*Recherches sociographiques*, créée pour ces fins mêmes, a tenu le coup sans déroger depuis, malgré la défection — plus passive que délibérée, mais déplorable dans tous les cas — d'un trop grand nombre de chercheurs. Que faire pour qu'elle redevienne, si elle ne l'était plus, le médium privilégié de diffusion et de référence en matière de réflexion et de connaissance érudites sur

notre société? L'objectif reste tout simple : que quiconque prépare un bon article de science sociale portant spécifiquement sur la société québécoise songe naturellement à le soumettre à la revue.

A) D'abord, la transparence. Qu'on associe la revue au Département de sociologie de Laval est une chose — il faut bien que quelqu'un s'en charge ; mais qu'on l'y identifie étroitement en est une autre. *Recherches sociographiques* n'appartient pas seulement à ce département, ou à l'Université Laval, mais à tous les artisans de la sociographie québécoise, c'est-à-dire à un cercle de lecteurs coïncidant à peu près avec son bassin d'auteurs potentiels, et cela sous tous les azimuts disciplinaires.

Le rôle du Département de sociologie de Laval se résume à ceci : choisir parmi ses professeurs (et libérer partiellement) une personne responsable de la publication ; fournir un support logistique et des volontaires-à-tout-faire qui assistent le responsable.

La direction de la revue, au jour le jour, suppose deux tâches principales. *La rédaction* concerne le contenu de la publication, à partir du moment où un texte est sollicité ou soumis, jusqu'à celui où les presses se mettent à tourner. *L'édition* est le travail à faire en amont et en aval de la rédaction proprement dite : relations institutionnelles et avec le milieu, levée de fonds, administration comptable et logistique, promotion, abonnements, distribution. Actuellement (ce n'est pas une règle), ces tâches sont sous la responsabilité de deux professeurs, assistés d'une personne à demi-temps au secrétariat ; cinq autres membres du département leur donnent un coup de main.

Ce premier noyau recrute par cooptation les autres membres de « l'instance suprême » d'autorité : le comité de rédaction, un réseau d'associés bénévoles qui s'étend sur tout le Québec. On essaie de respecter les critères suivants.

1. Représenter la *diversité* (des centres de recherche, des écoles de pensée, des champs ou angles d'approche) qui caractérise la sociographie québécoise.
2. Mobiliser des *collaborations actives*, fondées sur la conviction et l'aptitude : suivre la recherche qui se fait autour de soi, éperonner les auteurs potentiels, solliciter des articles, notes critiques et comptes rendus, et travailler à l'aise avec les autres membres du comité de rédaction. Celui-ci se réunit deux fois l'an. Entre-temps, des liaisons informelles constantes sont entretenues entre la direction et les membres du comité. Celui-ci n'est pas contingenté : sa composition, comme sa taille, ne sont pas rigidement fixées ; le recrutement se poursuit.

B) Dans l'éventail élargi des publications universitaires québécoises en science sociale, *Recherches sociographiques* reste la seule revue interdisciplinaire d'études sur le Québec. Sa priorité absolue est de *publier à mesure les articles compétents issus des travaux en cours*. Mais les auteurs la négligeront si elle ne sert pas en même temps de point de ralliement des chercheurs penchés sur le Québec en tant que tel.

Les trois ou quatre articles de fond que compte chaque numéro sont la raison d'existence même de la revue. Idéalement, ils ne sont pas sollicités. En pratique, le comité de rédaction doit veiller au grain et, s'il ne peut commander des études, il peut stimuler les chercheurs à l'accouchement et offrir ses services de critique, de retouche et de correction sur le fond et la forme. Tous les rejets — sauf exception, provisoires — sont motivés par écrit. Tous les articles recevables sont soumis à deux évaluations, anonymes et extérieures aux équipes, réseaux d'affinités ou institutions dont ils sont issus.

La revue ne publie pas, à proprement parler, de numéros à thème. Elle publie ce qu'on lui soumet. Cependant, il arrive régulièrement que des articles reçus ou à venir tournent autour d'un axe plus ou moins commun. On aménagera alors le volume en cours pour les regrouper dans un même numéro, sous un titre-repère. Rien n'exclut, en outre, l'initiative d'équipes ponctuellement rassemblées autour d'un même sujet.

Pour refléter l'épanouissement critique de la pensée sur le Québec, chaque numéro prévoit deux « notes critiques » d'envergure (une vingtaine de pages). Cela permet de solliciter des plumes diverses et de garantir au lecteur qu'il trouvera dans chaque livraison de quoi brouter, au cas où les articles de fond seraient trop spécialisés à son goût. Les normes de publication des notes critiques sont les suivantes :

— Éviter le jargon et parler aussi clair que possible ; avoir du style en évitant effets gratuits et cabotinages ; y mettre du cœur.

— Ne pas faire dire aux auteurs ce qu'ils ne disent pas pour ensuite leur en faire procès ; rester civil sans fuir la polémique ; tenir la critique sur le terrain de la connaissance sociale et réserver ses engagements manifestes pour les publications d'école ou d'opinion.

— Partir d'ouvrages sur le Québec ou y ramener le débat. Ne pas se gêner pour y mettre du sien, y compris des préoccupations théoriques.

Tout le monde tient aux comptes rendus d'ouvrages. Ils sont presque toujours sollicités. Les normes de qualité des comptes rendus sont les mêmes que celles des « notes critiques ». S'y ajoutent : l'expertise du critique sur la matière à examiner et l'aptitude à en recenser le contenu en quelques pages. Ne le dites à personne, mais si un auteur tient à une recension rapide de son ouvrage, ses démarches auprès et aux côtés de la rédaction seront tenues pour entièrement désintéressées. La revue couvre les publications sur le Québec, de même que les ouvrages de science sociale plus généraux ou théoriques signés par des auteurs québécois.

C) Toute publication doit *chercher à rejoindre son public* — c'est tautologique. Mais cette exigence est encore plus impérieuse pour un périodique savant. Non seulement l'audience déjà restreinte laisse peu de marge aux incuries, elle cerne aussi le réseau des auteurs potentiels.



La liste des abonnements (échus ou non) a été mise à jour et fichée sur ordinateur. Cela permet de suivre au près les expéditions et les renouvellements, et de mieux organiser la sollicitation. Les nouveaux abonnements et les réabonnements rentrent à un rythme croissant. Après être tombés autour de 600, les abonnements dépassent maintenant les 1 200.

Le cercle des praticiens et étudiants de sciences sociales a perdu en intimité ce qu'il a gagné en extension et en diversification. Le bouche-à-oreille et les canaux institutionnels ne suffisent plus à faire le tour du circuit. Voilà pourquoi on trouve maintenant la revue « dans toutes les bonnes librairies », sous une couverture un peu plus effrontée. Une centaine d'exemplaires supplémentaires ont ainsi été vendus et ce chiffre ne peut qu'augmenter.

La publication de *Recherches sociographiques* est rendue possible par des subventions du programme provincial F.C.A.R. et du C.R.S.H. fédéral. Il y a deux ans, F.C.A.R. a réduit de moitié sa contribution, en prenant prétexte d'évaluations tièdes ou négatives. Cette année, renversement total : « excellence », « qualité scientifique irréprochable », « amélioration nette et constante », etc. Désaccouplée cette fois des évaluations, la subvention tronquée est restée la même, tandis que le front du harcèlement bureaucratique se déplaçait ailleurs : la constitution du comité de rédaction serait irrégulière.

Du côté d'Ottawa, beau fixe. Mais une lettre circulaire avise toutes les revues « bénéficiaires » qu'à l'avenir, la subvention fluctuera avec le nombre d'exemplaires vendus, ce qui jouera nécessairement, à moyen terme, contre les publications vouées, de par leur vocation strictement scientifique et érudite, à un marché limité aux spécialistes et aux grandes bibliothèques publiques et universitaires.

Éperonnée par des impératifs de marketing d'un côté, bridée par le licou de normes bureaucratiques myopes de l'autre, *Recherches sociographiques* pourrait bien finir par s'améliorer à mort. En attendant, l'alternative est claire : ou bien la communauté scientifique y tient, et s'en occupe activement en lui réservant de bons articles et en lui proposant notes critiques, recensions, informations d'appoint et correspondances ; ou bien on l'abandonne à l'image que l'on tenait à en avoir, c'est-à-dire aux jalouses affections de « la bande de Laval ». On risque alors de s'apercevoir que cette « bande » est non seulement passablement débandée, mais qu'elle est aussi beaucoup moins jalouse qu'on croit (encore qu'elle demeure toujours aussi affectueuse).

Jean-Jacques SIMARD  
pour le Comité de rédaction